

# Souveraineté La Solution inc.

## **Ce que tous québécois devraient garder en mémoire: ne pas s'arrêter sur des points et sur des virgules**

Le défunt Jean Pelletier a donné à l'automne 2007 de nombreuses entrevues à être publiées après son décès. Ce sont des entrevues avec une franchise qui met la politique fédérale à nue; l'attitude du gouvernement de Jean Chrétien à la question nationale du peuple du Québec: son référendum.

Jean Pelletier raconte tout simplement comment à quelques jours avant le référendum de 1995 que le gouvernement fédéral de Jean Chrétien, la défaite lui faisant face, a tassé du revers de la main et a mis de côté le comité du NON et en a pris le contrôle.

À la question du journaliste aux activités à la référence du grand amour (rassemblement) qui a eu lieu à Montréal. Est-ce que le financement (provenance) a soulevé une question en vous? M. Pelletier a répondu par l'affirmative, je ne me rappelle pas; et a enchaîné en disant: en temps de guerre on ne se pose pas de questions à savoir si les ravitaillements de munitions sont payés ou pas, on tire.

Le journaliste précise: est-ce que les lois référendaires qui ont été transgressées vous posent des problèmes (des questions)? Pas moi, il y en a peut-être qui se sont posés des questions, des ordres de marché c'était suffisant pour moi, quand le pays est en cause on ne s'arrête pas pour une virgule ou un point dans la loi.

Selon l'étonnement du journaliste, de l'attitude du gouvernement de Jean Chrétien et de son entourage, il lui a demandé si ce comportement ne vous fait pas penser au président Bush des États-Unis et de son entourage dans la manière de se comporter dans la guerre aux terroristes. N'est-ce pas le même comportement? S'exclame le journaliste. Réponse de Jean Pelletier: la fin pardonne tout surtout si elle est gagnante, c'est le résultat de la fin qui compte.

Pas d'importance si la loi sur les consultations populaires du Québec, que la Cour Suprême du Canada a déclaré comme un modèle de démocratie, compte tenu qu'elle prévoit un équilibre entre les deux parties, ainsi que le gouvernement du Québec collectivement suit une démarche démocratique sur son avenir collectif, le gouvernement fédéral avec sa suprématie est au-dessus de la loi et peut dépenser selon lui bon lui semble.

### **Équipe de Rédaction du journal**

**Éditeur:** Compagnie Souveraineté La Solution inc.

**Rédacteur en chef:** André Desnoyers

**Montage graphique:** Jean Luc Messier

**Programmeur:** Jean Lussier